



Lettre à tous les Français

Julien Lacabanne

Julien Lacabanne est un constitutionnaliste, politiste et auteur français. Diplômé des facultés de droit et Science politique de Toulouse Nantes et Montpellier, il poursuit aujourd'hui ses recherches en tant que doctorant. Il a été membre du Centre Maurice Hauriou pour la recherche en droit public de l'Université Paris Descartes avant de travailler en collaboration avec celles du Luxembourg et du Québec à Montréal. Il est l'auteur d'un ouvrage d'introduction à la démocratie consociative préfacé par le Professeur américain Arend Lijphart et le sociologue Franz Clément.

Julien Lacabanne is a Law and Political Science PhD student. Between 2015 and 2016, he was a member of the Maurice Hauriou Center for research in Public Law at Paris Descartes University. Specialist in public and constitutional Law, he holds degrees of Toulouse, Nantes and Montpellier Universities (*with honors*). He published an introduction to Consociational Democracy prefaced by Arend Lijphart and Franz Clément.

« Au départ, c'est toujours le mois de Mai,
Écharpe rouge et chapeau noir,
La lettre à tous les français... »

A. Beaupain, « Au départ », *Pourquoi battait mon cœur*, 2011

Dans un pays désenchanté, au terme de plusieurs semaines de mobilisation populaire, un chef d'État choisit finalement l'écrit pour s'adresser à ses concitoyens et répondre à leurs inquiétudes. Toute ressemblance avec des faits réels serait sincèrement fortuite...

Mes chers compatriotes,

Les semaines que nous venons de vivre témoignent d'une perte de confiance inouïe envers nos institutions et notamment celle dont vous m'avez confié la charge il y a moins de deux ans. Après plusieurs tentatives infructueuses menées pour rétablir le dialogue, je me résous désormais à passer par l'écrit afin que vous ne puissiez davantage douter de la finalité de mes intentions. Je suis, profondément admiratif de notre Histoire collective qui, au fil des siècles et au prix de bien des douleurs, a su hisser notre beau pays aux premiers rangs des Nations de ce monde. Je sais combien bon nombre de nos succès d'hier n'auraient pu trouver leur genèse ailleurs qu'en cette douce Patrie. Je garde constamment à l'esprit l'exigence de grandeur que nous impose cet héritage millénaire. Tout mon être est depuis longtemps tourné vers ce seul but ; convaincu de n'être à la hauteur que par le dévouement.

Par votre colère justifiée, vous avez souhaité m'interpeler sur certains sujets dont notre mode de gouvernance a pu laisser penser qu'ils nous étaient secondaires. Bien que certaines mesures annoncées le furent

comme autant de réponses à vos inquiétudes, je veux une fois encore, sans détour, ni report, vous conforter dans le sentiment que je mettrai tout ce qui est en mon pouvoir pour que notre pays sorte renforcé et uni de ces semaines d'incompréhension. Il n'est pour moi rien de plus important que de dissiper la morosité ambiante en ayant pour seul avenir que de réparer ce présent.

L'état de notre pays

Il serait profondément inexact d'affirmer que je n'avais, au jour de mon élection, qu'une mauvaise connaissance de la santé fragile de notre pays. Il serait également abusif, presque mensonger, de vous faire croire que j'eus un instant imaginé qu'il serait simple de réformer notre quotidien quand mes prédécesseurs ont usé de tout leur malice pour nous plonger dans l'immobilisme. Nous subissons depuis plusieurs années déjà les assauts violents et répétés d'un obscurantisme ravageur n'ayant pour seuls compagnons que la censure et la démagogie. Dans bien des sphères de notre société, nous avons vu s'immiscer des formes de radicalisation particulièrement inquiétantes que nourrissent dans leur démesure l'intolérance et la

désinformation. Dans le même temps, l'état de nos finances publiques ne cesse de préoccuper les investisseurs étrangers et nos partenaires européens. Notre dette et notre déficit commercial extérieur atteignent des abysses alors que nos dépenses publiques ne cessent de croître sous le poids d'une démographie galopante. Face à ces réalités économiques, la multiplication des prélèvements obligatoires et autres impôts vous devient toujours davantage insupportable. Dans ce contexte, mon devoir est de vous rappeler, au-delà de tout dogmatisme et de toute morale, que notre système de solidarité par répartition suppose des recettes fiscales à la mesure des enjeux et des principes qui nous animent. Le rejet de l'exclusion, le soutien des plus fragiles, la garantie d'un accès de qualité à l'instruction, la protection contre les aléas de la vie en matière de santé ou d'emploi sont autant de coûts qu'il nous revient d'assumer en fidélité aux idéaux qui font depuis deux siècles notre identité. Je suis néanmoins conscient que pour être acceptée, la pression fiscale doit tenir compte des moyens de chacun. En ce sens, j'ai demandé à Monsieur le Premier Ministre de présenter, dans les prochains mois, une réforme profonde de notre

fiscalité afin d'y rétablir davantage d'équité et de pertinence. Souhaitant également répondre aux accusations de mauvaise gestion des deniers publics, j'entends revoir le principe bien connu de la non-affectation des recettes aux dépenses ; lequel peut parfois laisser supposer d'officieux arrangements. Dans les délais les plus courts, notre administration travaillera à l'étude de toutes les marges de manœuvre qui vous permettraient de mieux vivre sans avoir à craindre le joug de la pauvreté ou du dénuement. À cette fin, les technologies nouvelles seront mobilisées pour que vous puissiez, en temps réel, apprécier la réalité du budget annuel de l'État. Des efforts plus rationnellement répartis seront seuls capables de renouer avec la confiance perdue.

Votre pouvoir d'achat

Les revendications portées au fil des mois semblent faire du pouvoir d'achat votre préoccupation première. Elle est légitime puisque de trop nombreuses études récentes révèlent un regain des inégalités. L'ascenseur social, jadis source de prospérité et de foi en l'avenir, désormais ralenti voire en panne, fait peser sur beaucoup le spectre du déclassement. De même, si nous regardons attentivement la catégorie dite des "travailleurs pauvres" comment ne pas en observer la croissance exponentielle ? Plus que jamais, je partage le désarroi et parfois même l'humiliation dont se trouvent revêtus certains d'entre vous. Alors qu'il ne devrait y avoir pour seule honte que de ne pas chasser la pauvreté par le travail, voilà que le dur labeur ne garantit plus aujourd'hui la stabilité économique. Il m'est absolument insoutenable de

constater que certains ne parviennent plus à vivre dignement de leur travail ; notamment lorsqu'ils y consacrent la grande majorité de leur quotidien au détriment de leur équilibre personnel et familial. Comment envisager sereinement l'avenir de sa descendance lorsqu'on ne trouve à offrir aux jeunes générations en quête d'espérance rien de mieux que l'expérience des fins de mois difficiles et du rapport toujours davantage déséquilibré entre une multitude de petits salaires ne pesant pas bien lourds à côté de rémunérations qui, pour le commun des mortels, dépassent l'entendement ? Je ne prendrai pas devant vous des engagements que je ne puisse tenir dans un laps de temps raisonnable. Je ne vous prometterai pas comme autant de chants de sirènes qu'il n'y aura plus, au terme de mon mandat, ni mendiants, ni exclus. La tâche est trop ambitieuse pour que je vous assure d'y parvenir seul. Les mesures annoncées le mois dernier ont vocation à soutenir davantage les plus défavorisés afin d'éviter ces drames sociaux qui trop souvent accompagnent la misère. Dans des perspectives plus abouties, seules des baisses de dépenses de l'État significatives garantiront un allègement des contributions directes et indirectes. La réforme des institutions que j'espère mener à son terme avec votre soutien doit notamment inviter les parlementaires à réfléchir sur les avantages qui leur sont accordés afin de les rendre compatibles avec les exigences du temps présent. Mais toute la bonne volonté ne produira ses effets que si nous pouvons compter sur l'engagement des forces privées qui ne sauraient se désintéresser des réalités sociales.

Nos institutions

Soucieux de réinventer notre vie politique, vous avez émis le souhait de voir introduit le référendum d'initiative citoyenne dans le fonctionnement de nos institutions. Bien que je ne sois pas définitivement convaincu de l'efficacité d'un tel mécanisme, j'entends que cette proposition soit étudiée avec tout le sérieux qu'un gouvernant doit à son Peuple. Je ne m'étendrai pas ici sur l'origine de mes appréhensions ; il y a bien longtemps que j'ai appris, en les vivant, les raisons de mes opinions. Si la grande majorité de mes prédécesseurs a par le passé souvent rejeté l'idée de la démocratie directe, je n'ai de mon côté qu'une entière confiance en Elle. Ainsi, je défendrai avec toute la détermination dont je me sais capable une telle réforme ; à l'unique condition que les organes compétents, séparation des pouvoirs oblige, m'assurent qu'elle ne contreviendrait pas outrageusement à nos lois fondamentales contre lesquelles, je ne prendrai aucunement le risque de me dresser. Représentant de toute la Nation, je n'en demeure pas moins le garant de nos institutions qu'il me revient de préserver malgré le dialogue et les transformations. Les pouvoirs qui m'ont été conférés par l'intermédiaire de votre suffrage m'imposent de considérer avec discernement et pragmatisme toutes les conséquences futures de tels chamboulements. Les réflexions conduites pour l'amélioration de la vie démocratique concerneront également la Justice. Il m'est tout aussi douloureux de constater que de plus en plus de nos concitoyens se détournent si aisément de l'un des fondements les plus précieux de notre contrat social. De trop nombreuses affaires récentes

ont pu laisser imaginer une mainmise du pouvoir politique sur la magistrature. Je suis plus déterminé que jamais à dissiper toutes les illusions de confusion des pouvoirs en donnant à l'organe juridictionnel sa pleine indépendance. Ce faisant, j'ai sommé notre Garde des Sceaux de réfléchir à une refonte générale du fonctionnement de la Justice qui garantirait à la fois le respect des prérogatives du législateur et l'intégrité de tous face au risque d'erreurs judiciaires trop souvent oubliées. La méfiance suscitée fait craindre tous les débordements et tous les excès sur le long terme puisqu'il est on ne peut plus humain à celui qui ne se sent pas convenablement protégé d'en venir à la conclusion de se défendre lui-même par quelque moyen qu'il soit. Enfin, il serait inimaginable de ne pas évoquer l'exemplarité que doivent à leurs électeurs tous ceux qui un jour reçoivent la noble mission de les représenter. Certains événements actuels participent à dégrader l'image déjà peu flatteuse que vous pouviez avoir du personnel politique. J'en appelle alors solennellement à la responsabilité de chacun. Les petits arrangements équivoques doivent demeurer l'apanage d'une époque révolue. Conformément à mes engagements, le gouvernement proposera une réforme de nos Assemblées. Scrutin proportionnel, train de vie des élus, fonctionnement du bicaméralisme, respect du pluralisme : tous les sujets seront abordés sans complaisance. Enfin, en réponse à une étrange anomalie, la Cour des comptes aura désormais pour mission de surveiller de très près la réalité budgétaire du Parlement. Une telle garantie ne saurait avoir pour seule origine la faiblesse de céder à l'absurde tyrannie de

transparence. Elle sera, au contraire, un outil supplémentaire pour dissiper les fantasmes et la calomnie.

Nos objectifs collectifs

La confiance que j'exprime aujourd'hui à l'égard de chacun me persuade de vous conforter une fois encore dans l'idée que nous sommes plus que jamais une grande Nation. Les principes et les valeurs que nous avons portés depuis des siècles ont trop souvent éclairé la marche de l'humanité pour que nous nous résolvions à les délaisser pour d'autres chimères. Notre indépendance nationale n'est pas incompatible avec toute volonté supra-étatique. À l'heure où de nombreux nationalismes tentent de s'imposer comme une alternative crédible à l'inefficacité, nous devons tirer les leçons d'un passé traversé par les horreurs de la guerre. À bien des égards, nous vivons une époque charnière dans laquelle, conscients de l'impact, que nous avons sur notre environnement, nous sommes contraints, par la force des choses, de modifier nos comportements. La préservation de la qualité de notre air, le recyclage des biens usagés, la bonne gestion des ressources naturelles sont aujourd'hui des défis majeurs qui ne doivent pas nous diviser et nous dresser les uns contre les autres. Tous concernés, nous devons faire preuve d'une fraternité heureuse et inconditionnelle : ne fermez pas les yeux sur les difficultés rencontrées autour de vous. Soyez une main tendue vers l'espérance pour qu'en retour une épaule vous soit proposée.

Mes chers compatriotes, les réflexions engagées dans un grand débat national doivent conduire à ce que chacun puisse s'exprimer librement sur

les sujets qu'il souhaite. Les conclusions qui en seront tirées feront l'objet de propositions concrètes soumises, avant l'été, à la voie du référendum. Cette consultation ne saurait être interprétée comme un plébiscite, ni influencer sur le terme normal de mon mandat. La Constitution, telle que ratifiée en 1958, ne prévoit que la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale. Des résultats négatifs me contraindront naturellement à la dissolution de cette dernière afin qu'une majorité nouvelle plus en conformité avec vos attentes puissent espérer conduire sereinement la politique du pays. Quant à moi, n'ayant pour seul guide que ma conscience et ma volonté, je demeurerai à votre service tant que je serai persuadé être le mieux placé, et peut-être le seul, pour affronter les événements qui nous attendent. Si aucune solution ne finissait par être trouvée, je prendrais bien évidemment toutes mes responsabilités ; étant entendu que dévoué entièrement à votre cause, je ne me résoudrai jamais à gouverner contre vous.

Avec reconnaissance et vérité, pour que nous ayons demain les yeux brillants d'espoir.

